

Emmanuel Munyaruguru  
Tromsø – Norway  
e-mun@terrampacis.com

Tromsø, le 6.12.09

Aux pays membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies  
C/O Le Secrétariat des Nations Unies

CPI: - Présidence de la RDC  
- Norvege v/ UD

Excellences,

Me référant au rapport des Experts des Nations Unies du 19 Mai 2009 sur la République Démocratique du Congo, permettez-moi de me plaindre auprès de votre autorité pour vous demander de bien vouloir mettre d'autres experts sur pied pour analyser les motifs personnels derrière la confection d'un rapport qui, au lieu de contenir des faits, renferme des informations inexactes, conclusions hâtives et/ou des insinuations pour le moins incertaines pour un cas aussi sérieux. En effet je n'arrive pas réellement à comprendre pour quel motif mon nom figure dans ledit rapport.

Le conflit congolais est un cas tellement sérieux pour être traité avec une telle légèreté par les experts des Nations Unies. De tels rapports devraient faire transparaître une objectivité destinée à renseigner sur la situation réelle qui prévaut sur terrain. Malheureusement, force est de constater que ces rapports sont devenus des occasions de jeter l'huile sur le feu et de règlement de comptes dans une région ravagée par des conflits récurrents. Les peuples de cette région ont besoin de paix et non de conclusions hâtives des experts.

En lisant attentivement le rapport, n'importe qui pourra en déduire qu'il est en grande partie basé sur des insinuations, des ont-dits, des suppositions et des déductions dangereusement subjectives. En ce qui me concerne, les experts affirment ne pas avoir eu de preuves mais qu'un pays imaginaire et un ex-combattant, comme on en fabrique tous les jours, en sauraient quelque chose. Si tel est le cas, tout homme averti pourrait se demander pourquoi mon nom devrait apparaître dans le rapport. Le rapport serait-il un prononcé d'un jugement quelconque ou bien un condensé de faits en rapport avec la Résolution de l'ONU 1493, 1533, 1596, 1698, 1771, 1799, 1807 et 1857?

Les FDLR, le RUD et autres groupes armés n'ont pas besoin de contributeurs externes. Les armées régulières en face d'eux sont une source précieuse pour un ravitaillement sûr si on en croit des échos sur les combats en cours. Les experts ont délibérément omis de mentionner que j'ai eu des contacts non seulement avec les groupes susmentionnés mais aussi avec certains officiers, militaires ou dirigeants politiques des groupes ou forces en armes comme amis d'enfance, camarades d'école, membres de famille voir même comme partenaires de réflexion pour l'instauration d'une paix durable dans notre sous-région. Cela fait mal de voir mes frères s'entretuer ou se faire massacrer, et parfois avec l'appui logistique des Nations Unies ou d'autres pays à visés géopolitiques intéressants moins la population locale.

Mes communications avec les individus et les forces armées de tous bords, aussi bien à l'intérieur du Rwanda qu'à l'extérieur dégagent un fait, toutes les forces engagées dans les combats se plaignent des dérives d'une mauvaise analyse et de l'appui international à des personnes soucieuses de sauvegarder leurs propres intérêts au détriment d'une solution définitive au conflit.

Notre sous-région se dépeuple d'une manière drastique et son sous- développement s'accroît suite aux conflits insensés. Chaque fois qu'une émergence d'une élite d'intellectuels se manifeste, les conflits prennent naissance pour disparaître plus tard en entraînant dans la tombe lesdits intellectuels avec tous les membres de leurs familles . C'est devenu un vrai cauchemar d'être un dirigeant ou un cadre quelconque dans cette partie du monde, où pour garder sa vie un peu plus longtemps, certains Chefs d' État sont parfois emmenés à manipuler la constitution ou à se livrer à des fraudes électorales. C'est bien regrettable et malheureux!

Le conflit congolais n'a rien à voir avec les coups téléphoniques éventuels, ni avec un envoi quelconque de modiques sommes d'argent en provenance de la diaspora. Il faudrait oser rechercher de véritables ingrédients ailleurs plutôt que de procéder au harcèlement des rescapés de conflits que le tragique destin a dispersé à travers le monde entier. En ce qui me concerne, je regrette malheureusement; je ne m'empêcherai de téléphoner à mes anciens amis, camarades, frères et sœurs attrapés dans un conflit dont ils ne saisissent même pas le sens. Il est à signaler que l'histoire africaine a fait que les membres de ma famille élargie se retrouvent quasiment répartis entre le Rwanda, la RDC et l'Ouganda, et par là très représentatifs dans plusieurs ethnies et tribus de notre sous- région, comme c'est d'ailleurs le cas pour un grand nombre de Rwandais, réfugiés ou pas. Vous pouvez bien comprendre que quelque soit l'origine et la cause d'un tel ou tel autre conflit, toutes les familles rwandaises en font toujours les frais.

Ceci étant dit, il serait inhumain de ma part de ne pas joindre mon cri de détresse à celui de la population des Grands Lacs. La moindre des choses que je puisse faire c'est bien de les accompagner moralement et les encourager par les prières, parfois avant un au-revoir définitif sinon attirer l'attention sur leur désarroi par un travail de sensibilisation à la paix. C'est dans ce cadre que depuis 2005 jusqu'en octobre 2008, j'ai représenté une organisation de paix, Terram Pacis, qui s'est intéressée de près au problème des réfugiés rwandais dans la Région des Grands Lacs. Nous avons même présenté notre vision sur ce problème aux autorités de certains pays et à certaines autres organisations humanitaires dont la réaction tarde mais nous ne baissons pas les bras.

Terram Pacis a suivi de près les négociations débutées à Rome en 2008 entre RUD-RPR et le gouvernement congolais ayant abouti à l'accord de Kisangani. C'est dans ce cadre que mon dernier déplacement en RDC a été en partie sponsorisé par les Nations Unies, plus particulièrement en ce qui concerne le transport sur le territoire congolais.

Terram Pacis ainsi que certaines organisations dont celles congolaises peuvent témoigner que les Commandants des FDLR étaient en réunion entre autre pour examiner les alternatives possibles de solutions pacifiques quand ils furent attaqués par la coalition rwando-congolaise et leurs alliés. Quant aux combattants du RUD-RPR, ils étaient à la veille du choix entre un rapatriement volontaire assorti de garanties de sécurité, une éventuelle relocalisation ou une réinstallation dans un pays tiers lorsque leur premier camp de regroupement fût attaqué par la même coalition. Les experts devaient plutôt trouver le pourquoi de ces attaques au moment où la solution pacifique était soit amorcée ou en examen, lesquelles attaques ont replongé notre sous-région dans la désolation totale.

Excellence, la situation dans la Région des Grands Lacs est déplorable. Et les experts des Nations-Unies ne prennent pas leur travail au sérieux quand ils visent le harcèlement des individus, et surtout des réfugiés rwandais, pour distraire la Communauté internationale sur des vrais semeurs de trouble dans notre sous-région.

En effet depuis la fuite du rapport le mois dernier, un ordinateur de votre service, PNUD-

Tchad, fait circuler mon nom dans les médias norvégiens avec l'intention de nuire à ma réputation et à ma personne, comme s'ils attendaient seulement votre couverture. L'individu en question est en liaison directe avec les services secrets du gouvernement de Kigali comme il ressort des documents que j'ai remis au PNUD et à la police norvégienne.

Avec ce genre de comportements des agents de votre service, vous comprendrez bien que le rapport d'experts des Nations Unies plutôt que de contribuer à l'apaisement s'avère être un outil d'intimidation et une épée de Damoclès sur la tête de certains réfugiés qui osent encore décrier la dégradation des droits humains dans notre région. Je suis à un tel point scandalisé que je demande que des experts soient nommés pour vérifier les intentions derrière, sinon ce rapport risque d'être classé dans les rapports d'expertise commandités par Kigali comme ceux produits par l'organisation African Right de Mrs Rakia Omar dont le but est plus commercial que technique, très nuisible à l'émergence des nations rwandaises et congolaises réconciliées avec elles-mêmes.

Son Excellence, j'affirme que j'encourage et que j'encouragerai toujours la résolution des conflits par des moyens pacifiques. Le respect des résolutions des Nations-Unies est un devoir pour tous et j'y souscris. C'est un pas essentiel vers l'établissement de solutions pacifiques socialement et politiquement acceptables pour tous. C'est d'ailleurs pourquoi nous trouvons que les solutions en cours en RDC devraient être revisitées, cette fois-ci en tenant compte de nos valeurs traditionnelles, de notre philosophie et de l'afrocentrisme ainsi que de la personnalité africaine qui sont jusqu'à présent ignorés.

Nous, originaires de l'Afrique des Pays des Grands Lacs, sommes sûrs que ce n'est pas par fatalité que tous les présidents successifs du Rwanda et ceux de la RDC disparaissent de manière tragique, après avoir servi parfois fidèlement des intérêts de leurs peuples, voir même de leurs sponsors. Ce n'est pas non plus par fatalité que la sous-région ait perdu près de 10 millions de ses habitants dans les événements idiots mais sanglants. Seul le courage des Nations Unies dans l'implémentation d'une solution visant à sauver des générations futures qu'à sauvegarder les intérêts des générations partantes sauvera les masses.

Mes compatriotes et des frères du Rwanda et ceux de la RDC sont pris dans l'engrenage de l'autodestruction. Il faut leur venir en aide en évitant des rapports qui ne servent que d'alibi pour que les organisations criminelles occultes continuent à martyriser nos peuples.

Le temps est venu où les peuples congolais et rwandais peuvent instaurer une paix réfléchie et consentie. De plus ils sont conscients qu'une aide et un encouragement de la communauté internationale permettraient un accès à la paix et à l'exploitation des ressources de la région sans nuisance aucune aux intérêts de leurs alliés aussi bien traditionnels qu'émergents.

A la lumière de ces considérations, le récent rapport des Nations-Unies, n'est pas établi avec intention de résoudre la crise humanitaire en cours. Par conséquent les investigations à l'encontre de ce rapport s'imposent pour mettre fin une fois pour toutes aux analyses superficielles et déductions malintentionnées qui caractérisent presque tous les rapports sortis sur le même thème.

Je vous en souhaite bonne réception

(sé)

Emmanuel Munyaruguru